

FRANCE / PAYS BASQUE

Neuf arrestations dans les milieux autonomistes

Neuf personnes liées aux milieux autonomistes ont été arrêtées hier matin au Pays basque français, à Bayonne et dans plusieurs communes de la région, a annoncé le Comité de défense des prisonniers basques Askatasuna.

Askatasuna avait dans un premier temps annoncé l'arrestation de sept personnes. «Plusieurs arrestations» concernant des Français ou Français d'origine espagnole

ont eu lieu à Bayonne et sur toute la côte basque hier matin et des perquisitions sont en cours, a-t-on confirmé de source policière à Bordeaux (sud-ouest), sans plus de précision.

La Sous-direction antiter-

roriste (SDAT), les polices de Bordeaux et Bayonne ainsi que des gendarmes ont participé à cette opération, a-t-on indiqué de même source. Le comité Askatasuna, qui dénonce dans un communi-

qué une «nouvelle rafle par Euskal Herria» (Pays basque nord), a précisé que les domiciles des personnes interpellées étaient en cours de perquisition hier matin mais n'a pas donné d'autre indication sur les motifs possibles de l'opération policière. Selon

Askatasuna, une dixième personne, Xan Beyrie, a, par ailleurs, été arrêtée le 27 juin à Cambo, également au Pays basque français, et se trouvait toujours en garde à vue à la gendarmerie de Pau (sud-ouest) hier matin.

ÉTATS-UNIS

Madoff va connaître le prix de sa gigantesque escroquerie

Le prince déchu de Wall Street, le financier américain Bernard Madoff, accusé de l'une des plus grandes escroqueries de tous les temps, devait être fixé hier à New York sur la peine que lui réserve la justice des Etats-Unis.

Le ministère public américain a requis 150 ans de prison à l'encontre de l'ex-président du conseil d'administration du Nasdaq. D'après les experts judiciaires interrogés par l'AFP, Madoff pourrait écoper d'une peine avoisinant les 20 ans d'incarcération.

A 71 ans, l'ancienne coqueluche des milieux financiers, qui a jonglé pendant trente ans avec les milliards de dollars confiés par des banques, des particuliers aisés ou des organisations caritatives, avait plaidé coupable le 12 mars des 11 chefs d'inculpation, dont fraude, parjure, blanchiment d'argent et vol.

Madoff est, depuis, incarcéré, bien loin du confort de son luxueux appartement de l'Upper East Side (nord-est de Manhattan). Au total, selon les enquêteurs, 13 milliards de dollars lui ont été remis et, selon les estimations, les pertes se chiffraient entre 50 et 65 milliards, correspondant aux gains qu'auraient engendré les sommes prêtées si les intérêts avaient été réels.



Bernard Madoff.

Le juge du tribunal du district sud de New York, chargé de son procès, a, par ailleurs, publié un mandat préalable autorisant la confiscation des biens de M. Madoff à hauteur de 170 milliards de dollars.

Le financier a avoué n'avoir jamais investi un centime des sommes qu'il avait en portefeuille. Il avait monté un «schéma de Ponzi» — nom d'un de ses prédécesseurs des années 20 —, une cavalerie financière qui consistait à rémunérer

les investisseurs avec l'argent déposé par de nouveaux clients.

Le système a fonctionné jusqu'au jour où les demandes de retrait ont explosé avec la crise de l'automne 2008. Il n'a plus été capable de faire face. En plaidant coupable, il évite un procès devant un jury. Le public présent au tribunal entendra des victimes, puis la sentence prononcée par le juge Denny Chin, dans le procès pénal que lui intente le gouvernement. «Je prédis qu'il sera

condamné à 20 ans de prison ou plus, peut être 25 ans», dit à l'AFP Bradley Simon, un ancien procureur devenu avocat. «Cela revient quasiment à la prison à vie pour quelqu'un âgé de 71 ans.»

Même en bénéficiant d'une peine de 20 ans et d'un régime de réduction de peine, Madoff ne sortirait pas avant ses «88 ans», renchérit un autre ancien procureur, William Devaney. L'avocat de Madoff demande l'indulgence : une peine de 12 ans

de prison, un peu moins des «13 ans qui lui restent à vivre», selon les statistiques américaines d'espérance de vie. L'affaire avait éclaté le 11 décembre. En fin d'après-midi, un communiqué laconique des autorités annonçait l'arrestation d'un courtier célèbre, P-dg de l'entreprise Bernard Madoff Investment Securities (BMIS). Le millionnaire vénéré au sein de la haute société avait réuni ses deux fils la veille et leur avait déclaré qu'il «n'avait plus rien et avait perdu environ 50 milliards de dollars», selon le document du tribunal. Assigné à résidence, l'ancien roi de Wall Street avait pu assister au désarroi de ses clients, de la banque Santander en Espagne à la Fondation Elie Wiesel aux Etats-Unis, des vedettes de Hollywood aux retraités qui lui avaient confié leurs économies.

Après le volet pénal, d'autres instances, civiles, l'attendent. Et l'audience ne permettra pas de connaître les montants à restituer : la justice se dit incapable de les chiffrer, et les procureurs ont demandé un délai de trois mois, au terme duquel «la Cour ordonnera la restitution (de l'argent) ou décidera que la restitution est impossible».

BIENS JUIFS

La Russie s'en tient aux traités internationaux d'après-guerre

La Russie a annoncé hier à Prague sa décision de se joindre à une déclaration internationale sur la restitution des biens juifs confisqués par les nazis tout en répétant sa volonté de s'en tenir aux traités internationaux signés après-guerre, ce qui limite la portée des restitutions possibles.

«Nous soutenons entièrement la déclaration de Terezin», mais «tout devrait être basé sur les principes

internationaux adoptés après la guerre», y compris les traités de paix, a déclaré hier le chef de la délégation russe à la clôture d'une conférence organisée à Prague par la présidence tchèque de l'UE.

«Cela ne peut être révisé», a ajouté Mikhaïl Chvydkoï, représentant spécial du président russe pour la coopération culturelle internationale. Fruit de long mois de discussions, la déclaration dite de «Terezin» — du nom d'un ancien ghetto juif situé au nord de Prague

— répète et confirme les principes de restitution adoptés lors d'une précédente conférence à Washington en 1998. Un total de 46 pays ont décidé de soutenir le texte. Lors de son intervention, M. Chvydkoï s'est félicité que la conférence de Prague ait permis, en cinq jours de débats, de «trouver un compromis entre des points de vue très différents», notamment avec la délégation allemande.

L'Allemagne se bat depuis 60 ans pour récupérer des trésors

artistiques — tableaux de maîtres, bijoux ou précieux manuscrits — emportés en URSS par l'Armée rouge après 1945. En 1997, les députés russes ont estimé que les confiscations menées après la défaite hitlérienne avaient valeur de compensation pour les dommages infligés par les Allemands au patrimoine russe pendant la guerre.

Certains des biens confisqués aux Nazis provenaient des expropriations des Juifs. La conférence de Prague, qui s'est ouverte vendre-

di et se conclura aujourd'hui par une cérémonie officielle à Terezin, est le dernier événement du mandat semestriel des Tchèques à la présidence de l'UE. Au-delà des questions de restitution concernant les biens et les œuvres d'art, la déclaration de Terezin, qui n'a pas de valeur juridique contraignante, préconise notamment de développer les aides sociales pour les survivants de l'Holocauste et de poursuivre le travail de mémoire sur la Shoah.

PUBLICITE

OFFICE PUBLIC NOTARIAL
MAÎTRE KHALED BENCHAÂ
RUE DE LA RÉPUBLIQUE GHAZAOUET
GÉRANCE LIBRE

Aux termes d'un acte reçu en l'étude en date du 28.06.2009, qui sera régulièrement enregistré, M. Moulay Hadj Driss, commerçant. Né à Ghazaouet le 05.04.1937, demeurant Quartier les Sables à Ghazaouet.

A donné en gérance libre pour une durée d'une année renouvelable à compter de la date de l'acte, en contrepartie d'un loyer mensuel de mille dinars (1000,00 DA), un fonds de commerce consistant en douches, hammam et sauna, sis rue Zenati Ahmed à Ghazaouet, daïra de Ghazaouet, wilaya de Tlemcen.

A son épouse, Moulay Hadj Rabha, sans profession, née à Ghazaouet le 01.01.1945, demeurant Quartier Les Sables à Ghazaouet.

Le dépôt légal se fera à l'annexe locale du Centre national du registre de commerce, wilaya de Tlemcen.

Pour avis, le notaire

F. 288/09/B14

PENSÉE

Cela fait déjà une année, le 28 juin 2008, que nous quittait à jamais notre chère mère Yemmathnagh Aazizen.

M^{me} Merouani Taous
V^e Saïd Sabrachou

à l'âge de 73 ans. A l'enterrement de notre père, tu lui as dit sur sa tombe : «Va, cher époux l'hadj, que Dieu t'accueille en Son Vaste Paradis, je ne vais pas tarder à te rejoindre». Au troisième jour, après notre retour du cimetière où tu lui as dit : «Toi qui aimais les arbres, te voilà maintenant sous un arbre», et encore une fois, tu lui as dit que tu n'alla pas tarder à partir toi aussi. De retour à la maison, après avoir déjeuné avec toute la famille dans la bonne humeur, et en faisant la prière du dohr, tu es tombée dans le coma et 15 jours après, tu l'as effectivement suivi. Tu n'as pas pu continuer à vivre sans lui. Tu as laissé un affreux vide que personne ne pourra combler. Nous pleurons et pleurons toujours ta perte et tu resteras vivante à jamais dans nos cœurs. Tes enfants Abdellah, Ahcène, Hocine, Mohamed, Djamila, Houria ; tes petits-enfants Karim, Moussa, Dihya, Sonia, Massinissa, Anaïs, Cocéïla, Elane et tes belles-filles Samia, Rabia et Nora demandent à tous ceux qui t'ont aimée et respectée d'avoir une pieuse pensée pour toi et prient le Tout-Puissant de t'accueillir en Son Vaste Paradis.



F. 112583/B4

FÉLICITATIONS

A notre très cher Nacer Zekri

Le 27 juin 2009, tu as brillamment soutenu ton ingénieurat en électronique à l'Ecole nationale polytechnique à El-Harrach.

La mention très bien a été bien méritée après tous les efforts que tu as fournis.

En cet heureux évènement, toute ta famille notamment ta chère maman, ton père Mohamed, tes sœurs, Amel, Sihem et Sara, tes frères Rafik et Adel, ta grand-mère, ta tante Zahia et ton oncle Saâd te félicitent et te souhaitent beaucoup d'autres succès.

Merci d'avoir honoré la famille et comblé nos cœurs de bonheur.

Mille bravos à notre ingénieur



F. 1263/B1

ولاية سطيف

رقم 2009/72

وصل تسجيل التصريح بتجديد
اللجنة المديرية لجمعية محلية

تم هذا اليوم 09 جوان 2009 تنظيم وصل تسجيل
التصريح بتجديد اللجنة المديرية للشكولة من
السادة:
محمد أوجمة بولقاس: رئيس، جمال بلقيسوم:
نائب أول للرئيس، فريد بزي: نائب ثاني للرئيس،
الخير بوزيدي: كاتب، عثمان أيت ثابت: كاتب
مساعد، نور الدين موحلي: أمين مال، فاروق
برحمان: أمين مال مساعد، حمسان بن
زيان: مساعد، فريد خالد: مساعد.
الجمعية المحلية المسماة: النادي الرياضي
للهاواة نجوم كرة اليد بوقاعة المقببة ب: القاعدة
المتعددة الرياضات مختار بن الزين بوقاعة. رئيس
الجمعية: محمد أوجمة بولقاس.
تاريخ ومكان الايداع: 14/01/06 بوقاعة
العنوان: حي الحدائق بوقاعة.

R: 39911